



eit

eit.ilc@fr.oleane.com

**Lettre de l'Entente
internationale
des travailleurs et des peuples**

La lettre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est éditée sous la responsabilité de la coordination internationale de l'EIT, issue de la 8^{ème} conférence mondiale ouverte, organisée à Alger en 2010 ●

Brésil

Non au coup d'Etat !

**Défense du PT
et de la CUT !**

**Défense des travailleurs
et de leurs droits !**

N°2
(nouvelle série)
Avril 2016

Cette Lettre de l'Entente est entièrement consacrée à la campagne contre le coup d'état en cours au Brésil.

Les coordinateurs de l'Entente ont, en effet, pris l'initiative le 24 mars de répondre à la demande du Comité national de Dialogue et action pétiste (DAP) de soutenir l'appel de la Cut (que nous reproduisons dans ces pages).

Nous publions, dans ce numéro – et dans un esprit d'exhaustivité – tout ce qui a été reçu au cours de ces quinze derniers jours, mais nous nous excusons par avance si certains messages ou soutiens ont pu nous échapper.

Depuis le 24 mars, des syndicalistes, des militants des pays suivants sont engagés dans la campagne (signatures, soutien, délégations aux ambassades) : **L'Algérie, l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Cameroun, le Canada, le Chili, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Equateur, la France, la Grande-Bretagne, la Guadeloupe, Haïti, la Martinique, le Mexique, le Pérou, le Portugal, La Réunion, la Suisse, le Togo, le Venezuela.**



BRESIL : Appel urgent des coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

24 mars 2016

Comme coordinateurs de l'EIT, nous avons reçu de nos amis de "Dialogue et Action pétistes" (1) du Brésil le message suivant :

« A la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples,

Le comité national "Dialogue et Action pétistes" s'adresse à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, tout d'abord pour informer que la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) a envoyé ce jour, 23 mars, un appel d'urgence aux organisations syndicales et démocratiques avec lesquelles la centrale entretient des relations partout dans le monde, qui dit notamment :

"La situation au Brésil est d'une extrême urgence. Un coup d'Etat est en cours contre le gouvernement régulier de Dilma Rousseff (PT).

Pour nous, à la CUT, derrière cette opération putschiste, l'objectif est d'en finir avec les droits et les conquêtes de la classe ouvrière brésilienne obtenus de longue lutte, ainsi qu'avec les organisations syndicales et populaires.

Nous demandons donc à toutes les organisations syndicales et démocratiques du monde entier qui

défendent les droits des travailleurs et la démocratie de se prononcer contre le coup d'état au Brésil et d'organiser des délégations auprès des ambassades brésiliennes dans leurs pays respectifs, pour exprimer leur opposition."

Le coup d'Etat en cours contre le gouvernement vise en réalité le PT, la CUT et tous les droits arrachés par les travailleurs ces douze dernières années.

Nous demandons à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples d'informer tous ses membres et amis de la demande d'organiser des délégations auprès des ambassades du Brésil pour exprimer leur position contre le coup d'Etat et pour la défense de la démocratie et des droits syndicaux et sociaux au Brésil.

São Paulo, le 23 mars 2016

Le Comité national de "Dialogue et Action pétistes". »

(1) Regroupement de militants du PT du Brésil

Nous, coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, vous appelons à répondre à cet appel urgent des camarades du Brésil en prenant position et en organisant des délégations aux ambassades. Il y a urgence ! Faites-nous parvenir dans les plus brefs délais vos prises de position et initiatives en direction des ambassades, que nous communiquerons à nos camarades du Brésil.

Non au coup d'Etat !

Défense du Parti des travailleurs et de la CUT !

Défense des travailleurs et de leurs droits !

Louisa Hanoune (PT Algérie), Geoffrey Excoffon (POI France),
coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Je m'associe à cet appel

Nom :

Adresse mail : Pays :

Organisation et qualité :

A renvoyer à :

eit.ilc@fr.oleane.com



CENTRAL ÚNICA DOS TRABALHADORES

Fundada em 28/8/83

URGENTE!

Atualização sobre a crise política no Brasil.

A situação é de emergência. Está em curso um golpe de Estado contra o governo legalmente eleito de Dilma Rousseff (PT) no Brasil. Sob pretexto de combate à corrupção e na forma de uma operação jurídico-policia, com grande cobertura da mídia privada e articulada com as forças de direita no parlamento, pretende-se pisotear a democracia e os direitos individuais e coletivos do povo brasileiro.

Para nós da CUT, por trás da operação golpista o alvo também são os direitos e conquistas da classe trabalhadora brasileira, obtidas com muita luta, e as organizações sindicais e populares.

Pedimos, portanto, a todas organizações sindicais e democráticas que ao redor do mundo defendem os direitos dos trabalhadores e a democracia, a tomarem posição contra o golpe no Brasil.

Organizem atos e reuniões com embaixadas brasileiras em seus respectivos países para expressar essa posição até o dia 31 de março, quando haverá grandes manifestações pró democracia em todo o país.

*Solicitamos que enviem fotos, vídeos e declarações de apoio para o e-mail: sri@cut.org.br

Contando com a solidariedade e apoio de

Vagner Freitas – Presidente
Antonio Lisboa – Secretário de Relações

URGENTE!

-----ING-----

URGENT!

URGENT! political crisis in Brazil

is critical. There is an ongoing coup against the legally elected Dilma Rousseff's under the argument of fighting corruption and in the form of a legal and police massive coverage of the private media which is articulated with the right-wing in the



CENTRAL ÚNICA DOS TRABALHADORES

Fundada em 28/8/83

-----FRA-----

URGENT!

Mise à jour sur la crise politique au Brésil.

La situation est d'urgence. Il y a un coup d'Etat en cours contre le gouvernement légalement élu de Dilma Rousseff (PT) au Brésil. Sous le prétexte de la lutte contre la corruption et sous la forme d'une opération juridique-policiale, avec une grande couverture des médias privés et coordonné avec l'opposition parlementaire, il s'agit d'écraser la démocratie et les droits individuels et collectifs du peuple brésilien.

Pour nous à la CUT, derrière l'opération de coup d'État les cibles sont également les droits et les acquis de la classe ouvrière brésilienne, obtenus avec beaucoup de lutte et aussi des organisations syndicales et populaires.

Nous demandons donc à tous les syndicats et des organisations démocratiques à travers le monde de défendre les droits de la démocratie et des travailleurs, et prendre position contre le coup d'État au Brésil en organisant des délégations aux ambassades brésiliennes dans leurs pays respectifs pour exprimer cette position, jusqu'au 31 mars, quand il y aura des grandes manifestations à travers le pays.

* Nous vous demandons d'envoyer des photos, des vidéos et des déclarations de soutien à: sri@cut.org.br

Nous comptons avec la solidarité et le soutien de tous!

Vagner Freitas – Président

Antonio Lisboa - Secrétaire de Relations Internationales

URGENT!

Rua Caetano Pinto, 575 – CEP – 03041-000 – Brás – São Paulo – SP
Tel.: (011) 2108-9200 – Fax: (011) 2108-9310 – cut@cut.org.br – www.cut.org.br

Messages reçus

CAMEROUN

24 mars 2016

Message de la Confédération syndicale, Entente nationale des travailleurs du Cameroun.

“La Confédération syndicale, Entente nationale des travailleurs du Cameroun, s’associe entièrement à la lutte contre le coup d’Etat au Brésil. Nous condamnons avec la dernière énergie cette offensive impérialiste contre les droits et acquis sociaux des travailleurs et des populations du Brésil, opérée par le biais honteux et grossier de pseudo procédures judiciaires.

Courage camarades de la CUT et du PT !

Benoît ESSIGA, président confédérale de l’Entente.”

CHILI

Message de Antonio VERGARA LIRA, démocrate latino-américain :

“Nous, citoyens libre penseurs, membres de l’Internationale socialiste, adversaires de la droite fasciste et démocrates authentiques d’Amérique latine, sommes très préoccupés par l’opération de coup d’Etat au Brésil.”

Luis MESINA, secrétaire général, Andrea RIQUELME, présidente de la Confédération des syndicats des banques et assimilés :

Déclaration

Chili, Santiago, le 30 mars 2016

Nous, signataires au nom de la Confédération des syndicats des Banques du Chili, devant les événements survenus dans notre république sœur du Brésil, nous déclarons :

Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que sous prétexte d’investigations contre le Parti des travailleurs (PT), le mouvement syndical du Brésil se trouve confronté aux attaques et ingérences. Nous savons d’expérience que la corruption, virus qui touche presque toutes les démocraties de la région, est un virus instillé et répandu par les grands groupes économiques afin de déstabiliser toute tentative gouvernementale pouvant établir un peu de justice sociale. Ils perpétuent leurs attaques contre les conquêtes sociales et contre la capacité de résistance des travailleurs pour les soumettre aux plans de brutale austérité qu’ils cherchent à imposer avec le concours de la droite.

Comme syndicalistes et comme citoyens “Nous défendons la Démocratie” et, bien que celle-ci n’ait pas apporté de réelles améliorations pour beaucoup de travailleurs de la région, elle est sans aucun doute un système radicalement supérieur aux expériences dictatoriales que nous avons tous connues en Amérique latine durant les années 70 et 80.

Nous condamnons les appels de secteurs qui, au Brésil, entonnent des cantiques d’intervention militaire pour dessaisir du pouvoir un gouvernement démocratiquement élu, car ils sont l’expression de rejets fascisants qui prétendent rééditer la répression contre ceux qui rendent possible la richesse : les travailleurs.

L’Amérique du Sud le sait. Il n’y a pas eu de régimes plus corrompus et plus criminels que les dictatures civiles et militaires caractérisées par les violences contre les droits de l’homme, par leur politique de terrorisme d’Etat, les assassinats, les tortures et le démantèlement du patrimoine public au bénéfice de petites minorités de patrons, sans possibilité de dénonciations publiques ou de dissidence effective.

En ce sens, un changement d’époque s’est produit en Amérique latine. Les grands groupes économiques cherchent à faire supporter par les travailleurs le coût de la contraction et les gouvernements progressistes ne leur garantissent pas l’application de coupes sociales sévères. La vague de progressions de la droite traditionnelle qui a conduit à des victoires électorales conservatrices comme au Vénézuéla et en Argentine, ou à des tournants vers la droite comme au Chili, est liée à cette situation.

C’est dans ce nouveau contexte qu’il nous faut comprendre la situation préoccupante au Brésil où la droite – comprenant des secteurs ouvertement putschistes – profitant du mécontentement social, et brandissant des exigences contre la corruption, est parvenue à mobiliser des foules dans la rue.

Malheureusement, il y a des raisons pour accuser de corruption les politiciens en Amérique latine, mais cela concerne bien sûr tous les partis traditionnels au gouvernement et dans l’opposition, et en particulier les politiciens conservateurs en liaison étroite avec les grandes entreprises et les banques. Mais une impressionnante campagne médiatique cherche à convaincre les citoyens que les plus corrompus, ce sont ceux de centre droit ou les progressistes.

Il faut rappeler que là où il y a un politicien corrompu, il y a toujours un patron corrupteur.

Une victoire de la réaction au Brésil, qui est le principal pays de notre région, serait une tragédie pour les peuples du continent.

C’est pourquoi nous ne pouvons nous taire face à ces menaces et nous manifestons notre pleine solidarité avec le mouvement syndical et populaire du Brésil, avec son peuple, avec ses travailleurs, et avec les défenseurs de la démocratie menacée par la réaction.

Vous pouvez compter avec nous sans hésitations pour défendre la démocratie et le syndicalisme menacés par la réaction.

Fraternellement,

Luis MESINA, Secrétaire général
Andrea RIQUELME, Présidente

GUADELOUPE

Communiqué de l'UGTG, suite à l'appel d'urgence de la CUT

“Le 28 mars 2016, l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), qui combat pour la défense des droits des travailleurs de Guadeloupe et qui vient d'organiser une conférence caribéenne en défense des libertés syndicales, ne peut rester insensible à cette violation des libertés ouvrières et démocratiques.

L'UGTG dénonce la remise en cause des conquêtes ouvrières et appelle à la défense de la classe ouvrière et de ses organisations. Non au coup d'Etat !

Vive la lutte des travailleurs !

Elie DOMOTA, secrétaire général de l'UGTG.”

HAÏTI

31 mars 2016

Message de la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs publics et privés d'Haïti (CTSP)

“La Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé d'Haïti (CTSP) condamne énergiquement le comportement de la droite brésilienne, les forces des ténèbres, les groupes financiers, les médias traditionnels et les forces obscurantistes du Brésil qui décident de faire au grand jour un coup d'Etat contre la Présidente Dilma Rousseff. La CTSP exprime sa solidarité avec le peuple brésilien en général et la CUT en particulier dans le cadre de la lutte pour empêcher ce coup d'Etat.

Dans le temps, on savait utiliser l'armée pour réaliser ces sales besognes, aujourd'hui on instrumentalise les institutions pour tenter de replonger le Brésil dans un passé honteux. La CTSP déplore aussi l'attitude des autorités judiciaires de ce pays qui se laissent vassaliser par les forces rétrogrades, pour persécuter le Président Lula. La CTSP appelle à la solidarité des travailleurs du monde entier pour faire échec à ce plan machiavélique .

Le Brésil doit regarder en avant et le peuple brésilien doit être méfiant par rapport à la manipulation des médias. La CTSP rappelle tristement la manipulation orchestrée par les médias, les finances et autres forces rétrogrades pour renverser le président Jean-Bertrand Aristide en 2004, en utilisant les mêmes formules. Après ce coup d'Etat, Haïti est descendu aux enfers.

Vive la lutte des travailleurs, vive le Brésil! A bas toute forme de coup d'Etat ! Vive la démocratie et la justice sociale !”

Jean Bonald Golinsky FATAL, Secrétaire général de la CTSP.

MEXIQUE

Déclaration (extraits)

“Mexico, le 29 mars 2016

L'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT) :

- condamne et exige l'arrêt de la tentative de coup d'Etat judiciaire au Brésil;
- appelle à défendre les droits des travailleurs brésiliens;
- invite l'ensemble des organisations mexicaines ouvrières, paysannes, politiques et sociales qui combattent pour la souveraineté des nations et les droits des travailleurs, à prendre position contre la tentative de coup d'Etat judiciaire et pour la préservation de la démocratie.

Pour la libération nationale et l'émancipation sociale !

Commission exécutive nationale de l'OPT”

Motion de l'Assemblée nationale représentative (ANR) de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) :

« Nous soussignés exprimons notre refus de l'ingérence impérialiste, qui avec le soutien de l'oligarchie brésilienne, prétend porter atteinte aux travailleurs et au peuple du Brésil. Pour la défense des droits des travailleurs et contre les coupes budgétaires dans ce pays.

C'est dans ce même esprit que nous affirmons :

Non au coup d'état judiciaire !

Pour la défense des droits des travailleurs brésiliens !

Pour la défense des organisations de combat du peuple travailleur brésilien !

Laurentino VILLEGAS CABALLERO, membre de l'instance de Coordination nationale de la section 22 du SNTE-CNTE

Humberto MARTINEZ BRIZUELA, membre de la section 60 du SNTE (Mouvement indépendant)

Augusto REYES MEDINA, membre de l'instance de Coordination nationale de la section 22 du SNTE-CNTE

Luis VASQUEZ VILLALOBOS, membre de la commission exécutive nationale de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT)”

Campagne de délégations aux ambassades

Des délégations sont annoncées à l'ambassade du Brésil, entre autres, à Quito (Equateur), à Barcelone (15 avril), Séville et Valence (11 avril) (Espagne), en Haïti, à Lome (Togo), l'UNSIIT et le Pa.de.T seront reçus à l'ambassade.

A Lisbonne (Portugal), l'ambassadeur a refusé de recevoir une délégation avançant que "c'était une affaire politique interne au Brésil", mais qu'il transmettra ces informations au Minsitère des affaires extérieures et tiendra informé de la suite.

ALGÉRIE

L'Ambassadeur du Brésil à Alger, Eduardo Botelho BARBOSA et son Ministre conseiller, R. A. CARDOS ont reçu une délégation de dirigeants et députés du Parti des travailleurs d'Algérie (PTA), le 30 mars 2016. L'objet de la rencontre étant explicitement signifié dans la demande d'audience urgente qui lui a été adressée la veille, la délégation du PTA, porteuse d'une motion de soutien à la résistance ouvrière et populaire, et contre le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, a eu une discussion fraternelle et franche avec l'Ambassadeur du Brésil à Alger.

La délégation a expliqué que répondant à un appel urgent de « Dialogue et Action pétiste », un regroupement de militant du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, adressé aux coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), le PT, réuni en congrès extraordinaire à Alger les 25, 26 et 27 mars 2016 a adopté une motion de soutien aux travailleurs brésiliens, au PT et la CUT du Brésil, contre le processus de coup d'Etat en cours au Brésil. Un coup d'Etat contre la souveraineté populaire et contre la souveraineté nationale du Brésil.

Tout en précisant que le PT d'Algérie n'a pas de liens organiques avec le PT du Brésil, il suit avec une grande attention les développements gravissimes qui s'y déroulent depuis plusieurs semaines grâce aux médias et surtout aux nombreux amis et camarades du PT et de la CUT avec qui nous avons partagés plusieurs campagnes internationales contre les guerres impérialistes et contre les ingérences impérialistes dans les affaires des pays d'autrui et pour le respect de l'indépendance des organisations syndicales.

Après avoir rappeler le combat anti-impérialiste du PT d'Algérie notamment contre le paiement de la dette extérieure, qui saigne le Brésil comme a été saignée l'Algérie auparavant, la délégation qui a rappelé que l'actuelle SG du PT a pris part en 1987 à Caracas au Venezuela à une conférence internationale contre le paiement de la dette extérieure, a brièvement présenté l'EIT qui est un regroupement d'organisations ouvrières, syndicales, démocratiques qui se battent et mènent des campagnes internationales en faveur des travailleurs et des peuples et contre tout type d'ingérence impérialiste.

Chez nous, la délégation a expliqué que bien que le PTA n'a jamais fait partie d'un quelconque gouvernement n'est néanmoins jamais désintéressé de la politique du gouvernement. Le PTA a soutenu des mesures prises en faveur de la nation et combattu des politiques qui mettaient en péril la nation. Des exemples

sont ainsi donnés sur le succès de la politique du PTA qui a contribué à sauver les hydrocarbures et la compagnie nationale du pétrole et du gaz des griffes des multinationales US après un vote d'une loi en leur faveur en 2005, puis annulée grâce notamment à une mobilisation du PTA qui a collecté 1,2 millions de signatures pour la renationalisation des hydrocarbures intervenue en 2006. Le PTA a également contribué à l'arrêt des privatisations des entreprises publiques et des banques depuis 2009 mais aujourd'hui menacées à nouveau depuis la promulgation de la loi de finances 2016 que le PTA a rejetée.

La délégation a rappelé également l'organisation par le PT d'Algérie et la centrale syndicale UGTA d'une conférence internationale contre la guerre ici même à Alger en décembre 2012 avec la participation de dizaines de délégations venues de 40 pays dont des responsables du PT du Brésil et de la centrale syndicale brésilienne, CUT.

La délégation a rappelé après que durant les deux mandats de l'ex président Lula et le mandat de l'actuelle présidente Dilma Rousseff, malgré les insuffisances et les contradictions, a été réalisé des avancées très importantes sur le plan socio-économique.

La réduction remarquable de la pauvreté, la distribution des richesses, la distribution, même limitée, des terres agricoles aux paysans pauvres... ou encore le ralentissement du processus des privatisations dont la préservation de la campagne publique du pétrole et gaz brésilienne (Petrobras...), le relèvement général du niveau de vie de millions et millions de brésiliens sont principales raisons des satisfactions, mêmes partielles du peuple travailleur brésilien, et sont les principales raisons de la réélection de Lula et de Dilma Russef depuis deux décennies.

La délégation du PT a expliqué que l'enjeu de ce qui se passe au Brésil est très important pour le Brésil, pour toute l'Amérique Latine et le reste du monde car c'est bien les acquis obtenus >>>

>>> après de longues et rudes batailles du PT, de la CUT et du peuple travailleur qui se trouvent menacés par le processus putschiste en cours, un processus soutenu par tous ceux qui à l'intérieur et à l'extérieur, – l'administration américaine et les grandes trusts américains – sont intéressés de voir la chute de Dilma Rousseff, accusée de ne pas trop écouter les besoins des marchés c'est-à-dire des grandes multinationales américaines.

Attachés à la souveraineté des peuples et des nations le PT d'Algérie apporte son soutien inconditionnel au PT, à la CUT et au peuple travailleur du Brésil contre la tentative de la droite brésilienne, encouragée par les centres impérialistes, de reprendre les affaires du pays pour remettre en cause les acquis de la classe ouvrière et de la paysannerie ont martelé les membres de la délégation.

La délégation du PT d'Algérie a expliqué son indignation de voir utiliser le prétexte de la lutte contre la corruption pour démanteler les institutions légitimes mise en place par le peuple brésilien qui a élu démocratiquement Dilma Rousseff pour régler les problèmes socio-économiques qui continuent, malgré les progrès notables réalisés sous le mandat de Lula, d'empoisonner la vie de millions de Brésiliens.

L'arrestation coercitive de l'ex-président Lula sous les caméras des télévisions hostiles au PT et à la CUT, les campagnes médiatiques de dénigrement et de haine anti – PT et anti – CUT qui surfent sur le mécontentement de larges couches de la population qui n'ont pas encore eu leurs « parts » de droits, montrent qu'il y a bel et bien un plan pour mettre à terre Dilma Rousseff et ouvrir la voie à un retour en arrière, à une remise en cause du progrès social, même limité, mais combien important.

La délégation a expliqué que le PT d'Algérie défend inconditionnellement la souveraineté du peuple brésilien et qu'il allait utiliser tous les moyens politiques, dans le respect de la souveraineté du Brésil, pour apporter son soutien politique à tous ceux qui se battent contre le processus de coup d'Etat, qui vise la destitution de Dilma Rousseff et la déstabilisation du PT du Brésil et de la CUT, puisque ces deux organisations bâties par les travailleurs ont reçu des visites inappropriées de policiers et même de membres de la police militaire pour tenter de les intimider.

La délégation du PTA a expliqué son incompréhension du rejet de la nomination de Lula à la Maison civile dans le gouvernement de Dilma Rousseff dans lequel il était justement chargé de mettre en œuvre un plan d'urgence à même de répondre aux attentes pressantes du peuple.

Cette nomination a visiblement déplu aux patrons des multinationales qui veulent, au contraire, plus de rigueur dans les budgets sociaux alloués par l'Etat (...).

Prenant la parole, l'Ambassadeur du Brésil a déclaré qu'il était « *très touché par l'intérêt que porte le PT d'Algérie à ce qui se passe au Brésil, car effectivement la crise politique est grave et que le défi à relever c'est le maintien du progrès social indéniable réalisé sous l'impulsion des différents gouvernements du PT du Brésil.* »

Il a rappelé que, après la fin de la dictature militaire de droite, le Brésil s'est doté d'une constitution démocratique en 1988 où est inscrit d'énormes progrès démocratiques et il a récusé le mot de coup d'Etat utilisé par la délégation du PTA.

Il a fait l'éloge de la politique de Lula « *des avancées spectaculaires sont enregistrées dans tous les domaines comme l'éducation nationale, les postes d'emplois, l'accès aux soins, au logement, l'augmentation du pouvoir d'achat de millions de Brésiliens...* » .

Pour lui, les investissements publics ne peuvent être assimilés à une dépense publique mais bel et bien à des investissements utiles au peuple et à la nation brésilienne. 24 à 26 millions de Brésiliens ont été arrachés à la pauvreté et sont venus rejoindre la classe moyenne. L'impact de ces résultats sur l'opinion publique est immense – le taux d'analphabétisation est ramené à seulement 2 % – cela a contribué à faire que pas mal de monde s'intéresse à la politique.

Il parlera notamment des pétitions citoyennes qui déposent des amendements de loi encourageant la lutte contre la corruption et de manifestations anti-Dilma qui regroupent des millions. Puis il a vanté l'indépendance du procureur et de la justice ainsi que l'opération "mains propres" qui ressemble à la lutte contre la mafia italienne, stoppée par la suite par le système politique. Il informe la délégation du PT qu'une délégation italienne séjourne actuellement dans son pays pour aider.

Concernant l'opération mains propres, il dira que, pour sa part, c'est positif ce qui se passe (lutte contre la corruption) à condition que cela ne s'arrête pas. Selon l'ambassadeur, Dilma Rousseff a rejeté l'existence de toute pression extérieure dans ce qui se passe dans le pays. Il évoque le mécontentement de pans entiers de la population en raison de la récession économique qui frappe le pays.

Puis il explique que les raisons du processus de l'*impeachment* sont au nombre de 2. L'une est liée au fait que Dilma Rousseff a « maquillé le budget de l'Etat en minimisant le déficit public » et l'autre est liée à une possible utilisation de l'argent sale de Petrobras dans les campagnes électorales du PT.

Reprenant la parole la délégation a expliqué que les gouvernements impérialistes, notamment le voisin nord américain s'est toujours impliqué dans les coups d'Etat ou tentatives de déstabilisation des gouvernements qui lui résistent comme ce fut le cas avec Chavez, que dieu ait son âme, et c'est le cas aujourd'hui avec Maduro et Morales en Bolivie... et qu'ils ne peuvent être neutres dans ce qui se passent au Brésil. L'énorme gisement de pétrole et de gaz découvert sur les côtes brésiennes est un enjeu majeur pour les USA et les multinationales américaines qui voient d'un mauvais œil l'existence et les performances de Petrobras, tout comme les multinationales de l'agroalimentaire voient mal la politique agricole du pays qui tente d'arracher une certaine indépendance économique.

Au même titre que chez nous en Algérie les gouvernements des grandes puissances ont encouragé différents gouvernements à brader les entreprises publiques et se sont opposés aux lois de finances complémentaires de 2009/2010 que le PTA a soutenu car elles rétablissaient la décision de souveraineté économique de l'Etat algérien, même partiellement.

La délégation du PTA a démontré qu'il y a un plan impérialiste de la droite brésilienne savamment orchestré pour plonger le Brésil dans le chaos par la remise en cause des acquis du peuple travailleur, >>>

>>> ce qui va accélérer des processus de décomposition.

La délégation du PTA a notamment évoqué le rôle néfaste des médias qui mènent depuis des mois une campagne de dénigrement du PT et de Dilma Rousseff. Le rôle extrêmement hostile du juge Moro (connu pour son opposition au PT du Brésil est souligné par la délégation) ce que ne nie pas l'Ambassadeur.

Contrairement au satisfecit de l'ambassadeur – qui a changé de ton à la fin de la discussion – la justice brésilienne comme partout est sujette aux pressions de puissants lobbies avaient souligné la délégation du PTA.

Concernant le reproche de dépassement de déficit budgétaire dont est accusé Dilma Rousseff, la délégation du PTA a expliqué que la PTA n'est pas adepte du combat du déficit budgétaire dès qu'il s'agit de répondre aux besoins de la population et partout où est mise en œuvre de la rigueur budgétaire c'est l'explosion de la misère et du chômage comme c'est le cas dans les pays de l'UE qui mettent en œuvre la règle de moins de 3 % de déficit budgétaire.

Reprenant la parole l'ambassadeur a évoqué une période de crise économique grave au Brésil qui, si elle s'ajoutait à une crise politique, pourrait déboucher sur des situations incontrôlables.

Il dira que "Au Brésil, il est hors de question de revenir en arrière. Personne n'acceptera de remettre en cause les acquis sociaux, les gens ont lutté des années durant pour les arracher, c'est ancré dans les têtes des citoyens..., si on touche aux acquis c'est l'instabilité..., nous sommes comme chez vous en Algérie, obligés de poursuivre les efforts pour réduire l'habitat précaire (les favelas), poursuivre les efforts dans le domaine de la santé, de l'éducation..."

Il s'est déclaré lui-même choqué par l'arrestation de Lula, qui a tant donné au peuple et à la nation.

Il dira à propos de l'Algérie que l'origine socialiste de l'Etat, l'attachement à la révolution algérienne et le rôle joué par le PT d'Algérie a permis à l'Algérie de faire d'énormes progrès sociaux dans plusieurs domaines. Après avoir renouvelé ses remerciements de l'intérêt porté par le PTA à ce qui se passe au Brésil il a promis de transmettre aux Hautes autorités de son pays la motion du congrès du PTA.

Pour notre part, la délégation a renouvelé son engagement d'appui au PT, à la CUT et au peuple travailleur brésilien qui se battent légitimement et héroïquement pour empêcher le coup d'état antipopulaire et pro-impérialiste qui vise à destituer Dilma Rousseff pour ouvrir un processus de dislocation de la nation brésilienne. ●

ALLEMAGNE

À l'attention de

M^{me} l'ambassadrice de l'ambassade du Brésil à Berlin

M^{me} Maria Luiza Viotti

Madame l'Ambassadrice,

Ces jours-ci nous est parvenu un appel urgent de la centrale syndicale CUT du Brésil, qui s'adresse aux organisations démocratiques et syndicales dans le monde entier.

Dans cet appel, il est souligné :

"La situation au Brésil est extrêmement tendue. Les agissements pour un putsch contre le gouvernement légal de Dilma Rousseff (PT) ont commencé.

Nous, militants de la CUT, pensons que cette opération putschiste a pour but de détruire les droits et acquis la classe ouvrière brésilienne, droits acquis de longue lutte, et de détruire les organisations syndicales et populaires."

Nous observons avec la plus grande inquiétude le développement de la situation politique dans votre pays qui est déterminée par des activités putschistes contre le gouvernement, un coup d'Etat qui mettrait fin à la démocratie, qui toucherait le parti ouvrier PT

ainsi que la centrale syndicale CUT et qui menace tous les droits acquis par les salariés au cours des douze dernières années.

En soutien aux camarades brésiliens de la CUT nous protestons vivement contre les préparatifs d'un coup d'Etat dans votre pays.

Au nom de collègues syndicalistes de différents syndicats du DGB nous déclarons que nous assurons le peuple brésilien de notre entière solidarité, ainsi que la population laborieuse et la jeunesse qui ont suivi partout dans le pays les appels de la CUT, du MST, de UNE et du PT ainsi que de dizaines d'autres organisations en manifestant pour dire Non au coup d'Etat.

Nous nous adressons par ailleurs à vous en vous demandant de recevoir une délégation de collègues du syndicats.

Non au coup d'Etat !

Défense du parti ouvrier PT et de la centrale syndicale CUT !

Défense des travailleurs et de leurs droits !

Veillez recevoir nos meilleures salutations

Les premiers signataires sont des responsables des syndicats verdi et GEW.

ALLEMAGNE : RÉPONSE DE L'AMBASSADRICE

L'ambassadrice du Brésil

à l'attention de

M. Gotthard Krupp
Berlin

Berlin, le 4 avril 2016

Cher Monsieur,

Je vous remercie pour votre mail du 31 mars ainsi que pour votre intérêt et votre préoccupation pour la situation politique actuelle au Brésil.

En effet, le pays vit actuellement une situation difficile, qui a rendu nécessaire une série de mesures de la part du gouvernement brésilien pour rétablir la stabilité politique et économique.

Le Brésil a été soumis, au cours des dernières décennies, à un changement fondamental, non seulement en ce qui concerne la croissance économique et l'inclu-

sion sociale, mais aussi en ce qui concerne ses institutions démocratiques. Comme la présidente Rousseff l'a expliqué à plusieurs reprises, le caractère pacifique des manifestations de ces derniers temps prouve la maturité d'un pays qui sait accepter des opinions divergentes et protéger l'intégrité de ses lois et de ses institutions. Je suis persuadé que cette maturité politique et nos institutions consolidées permettront au pays de surmonter les difficultés actuelles.

Au cours de cette semaine, le groupe parlementaire Brésil-Allemagne sous la direction du député Manfred Zöllmer (SPD) se rendra au Brésil pour une visite de travail. Le programme de la visite comprend entre autres des rencontres avec des membres du gouvernement, des représentants de fondations et des dirigeants locaux. Un des objectifs de ce voyage est notamment de pouvoir se faire une opinion à partir d'informations de première main sur la situation politique au Brésil.

Veillez recevoir mes meilleures salutations

Maria Luiza Ribeiro Viotti

BELGIQUE

Ambassade du Brésil
Avenue Louise 350
1050 BRUXELLES

Madame, Monsieur,

Nous vous signifions notre grande inquiétude au sujet de la situation dans votre pays. En effet, selon les nouvelles et plus précisément encore selon l'appel lancé par le CUT, Centrale Unique des Travailleurs du Brésil le 23 mars, un véritable coup d'Etat judiciaire se prépare, de manière à destituer (*impeachment*) la présidente élue Dilma Rousseff, représentante du PT, sous couvert de lutte contre la corruption (opération *Lava Jato*).

Et pourtant : si des dossiers de corruptions existent à l'encontre de certaines personnalité du PT, parti qui est au gouvernement depuis 14 ans, la présidente elle-même n'y est pas impliquée. C'est si net que ceux-là même qui veulent l'impeachment avancent comme motif, ou moyen juridique, que la présidente aurait dissimulé le déficit budgétaire. Des juges instrumentalisés par les adversaires du PT, méprisant

toutes les règles, ont transmis aux médias opposés au PT des écoutes téléphoniques de la présidente.

Pour nous à la CUT, dit l'appel de nos camarades brésiliens, derrière cette opération putschiste, l'objectif est d'en finir avec les droits et conquêtes de la classe ouvrière obtenus de longue lutte, ainsi qu'avec les organisations syndicales et populaires. »

L'opération en cours contre la présidente élue du PT est un coup d'Etat judiciaire (et non militaire). Néanmoins son but est bien de reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont conquis depuis la chute de la dictature militaire.

Nous vous prions de transmettre aux pouvoirs de votre pays, gouvernement, parlement et instances judiciaires le refus, par l'opinion ouvrière et démocratique de Belgique, du coup d'Etat en préparation ainsi que son attachement à un Brésil respectant ce que les travailleurs ont démocratiquement obtenu.

Recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments démocratiques.

ESPAGNE



« Non au putsch, en défense du PT et de la CUT, en défense des travailleurs et de leurs droits »

Répondant à l'appel urgent des coordinateurs de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples (EIT), une délégation de deux militants, des Commissions Ouvrières (CCOO) et de l'Union générale des Travailleurs (UGT), s'est rendue à l'Ambassade du Brésil à Madrid le mardi 5 avril.

La délégation s'est limitée à deux personnes à la demande de l'Ambassade elle-même et se composait de Jesús Béjar et de Juan Miguel Fernández.

Du côté de l'Ambassade, la délégation a été reçue par Rafael de Mello Vidal, Ministre Conseiller, et par Luiz Guilherme de Castro. Seul le premier d'entre eux s'est exprimé.

La conversation s'est déroulée en ces termes :

1. Nous leur avons expliqué que l'objectif de la délégation était d'obtenir une réponse favorable à une requête provenant du Brésil lui-même pour solliciter des soutiens au rejet du coup d'Etat (que la Présidente du Brésil elle-même avait dénoncé), et ce en défense de la démocratie et des droits syndicaux et sociaux. Nous leur remettons un compte-rendu des soutiens (voir en annexe) en précisant qu'ils intègrent des représentants du mouvement ouvrier de tous les courants, socialiste, communiste, trotskyste, et syndicaux, en particulier des CCOO et de l'UGT.

2. Le Ministre Conseiller se met à expliquer longuement la situation dans laquelle se trouve le processus qui touche la Présidente, en décrivant par le menu les différentes phases de celui-ci. Il souligne le fait que, bien qu'aux alentours du 15 de ce mois, la Plénière du Congrès pourrait voter pour le développement du processus d'éloignement de la Prési-

dente, cela passerait ensuite au Sénat (où la Présidente a plus de chances de sortir victorieuse) et il y aurait éventuellement une phase de discussion juridique avec la participation du Président du Tribunal Suprême (durant laquelle la Présidente serait suspendue). Si finalement, elle était déclarée innocente, elle assumerait à nouveau toutes ses fonctions.

3. Nous indiquons à Monsieur le Ministre Conseiller que nous avons connu, en Espagne, une situation similaire, dans laquelle tirant profit d'accusations de corruption à Séville, la police a réussi à arrêter la circulation, à fermer tout le battage médiatique voulu par des secteurs de droite de la société, ils ont même emporté des ordinateurs contenant des données des syndicats, etc., c'est-à-dire que l'on utilise parfois le mot de corruption pour s'en prendre aux organisations ouvrières et démocratiques. Et nous, nous voulons nous tenir aux côtés des organisations ouvrières et syndicales du Brésil dans ces moments

où, selon les informations qui parviennent et les propres déclarations faites à la presse espagnole de Lula et Dilma, on veut utiliser des accusations - dont il reste à démontrer si elles sont ou non fondées et à quel degré - pour attaquer à la fois la Présidence qui a été élue par 40 millions de travailleurs et de jeunes, le PT et la CUT.

Nous ne savons pas comment fonctionne la justice au Brésil, et là n'est pas la question. Mais, par exemple, en Espagne, tout l'appareil judiciaire plonge ses racines dans la dictature même de Franco, son mode de sélection, son fonctionnement, ses écoles, constituent une continuité que même le changement générationnel ne peut pas corriger, et cela se remarque dans son fonctionnement et dans tous les aspects judiciaires qui touchent les droits démocratiques des syndicats, des libertés, de l'exercice des droits et des libertés publiques.

C'est le même traitement qui a été réservé à Lula, l'amenant à déclarer au cours de procédures mises en œuvre par un juge, qu'il dépasse, à l'évidence, les limites de ses fonctions, nourrissant tout un climat d'insécurité, qu'il fait naître un cours putschiste contre le gouvernement, contre la démocratie, contre les droits et contre les organisations ouvrières et démocratiques obtenus par des années de lutte.

Nous savons ce qui est en train de se dérouler dans certains pays où l'impérialisme veut briser la résistance que les pays opposent face aux prétentions et aux intérêts des Etats-Unis et une même politique s'applique à tous ces pays, comme cela se passe au Venezuela, une forme de guerre économique pour éliminer les obstacles, les gouvernements et les organisations qui défendent les intérêts du pays, c'est une guerre qui concerne tous les domaines, les aspects médiatiques, de propagande, l'économie et si nécessaire, va jusqu'à l'agression militaire.

Pour tout cela, les décisions qui se prendront le 15 nous paraissent très importantes, ce sera le point d'inflexion de tout le processus, dont les mobiles sont politiques, et nous souhaitons que, de la façon la plus appropriée, soient transmises à leur pays les positions que nous leur manifestons. Le Brésil est un pays très important de plus de 200 millions d'habitants, non seulement en Amérique Latine, mais également pour le mouvement ouvrier et syndical dans notre pays.

4. Le Ministre Conseiller explique qu'effectivement il y a des juges qui outrepassent les limites, mais la séparation des pouvoirs existe, depuis la leur Constitution de 1988, etc. Cependant, il dit textuellement que les mobilisations d'un bord, comme de l'autre, se déroulent pacifiquement. Il indique qu'effectivement aux alentours du 15, les choses peuvent se résoudre favorablement, et sinon, encore plus facilement au Sénat. Il nous indique que précisément, la veille, le lundi 4, ils ont vu la défense de la Présidente qui a été faite dans la Commission de *impeachment* du parlement de Brasilia et qui a été une défense puissante et solide du point de vue juridique et il est confiant dans le fait que cela se résolve, car dès que le sujet sera affranchi des circonstances médiatiques et politiques à court terme, les questions étant dénuées de cette propagande, il semble que les seules choses qui resteront sont des procédures administratives non prouvées qui ne peuvent avoir la portée qu'on leur prête.

Nous prenons congé d'eux, nous leur disons que nous resterons sur la brèche. Ils nous remercient.

Madrid, le 5 avril 2016 ●

(on leur demande de nous fournir cette défense et ils nous l'ont envoyée le lendemain par courrier électronique le lien est <https://www.youtube.com/watch?v=PhhQ10MgZKk>)



FRANCE

La délégation a été reçue, le 4 avril, par M. Paulo Cesar DE OLIVEIRA CAMPOS, ambassadeur du Brésil à Paris, et son ministre-conseiller. Cette délégation était composée d'Edith BOURATCHIK, syndicaliste de la CGT-FO, de Samy HAYON, syndicaliste de la CGT, de Jean-Paul BLOT, membre du bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI), de Gérard BAUVERT, secrétaire du Comité international contre la répression (pour la défense des droits syndicaux et politiques, Cicr).



La délégation a rappelé à M. l'Ambassadeur la signification de sa démarche. Celle-ci était porteuse de quatre cents signatures de responsables syndicaux et de personnalités démocratiques de France, non seulement inquiètes des développements au Brésil qui mettent gravement en cause les organisations ouvrières et les conquêtes sociales de la population, mais aussi s'indignant de la violence des attaques de la droite, relayées par certains juges et les grands médias du pays, qui s'apparente à ce que l'on peut appeler un « coup d'Etat judiciaire ».

La délégation a expliqué à M. l'Ambassadeur que sa démarche s'inscrit dans une vaste initiative à l'échelle internationale décidée par la coordination de l'Entente internationale des travailleurs à la mi-mars et se développant sur tous les continents, initiatives qui répond à l'appel des forces ouvrières telles que la CUT, etc.

M. l'Ambassadeur a remercié la délégation de sa démarche : « J'ai toujours plaisir à être avec des gens qui travaillent pour la démocratie. Il y a un mouvement qui n'accepte pas les résultats mathématiques et politiques (...). Et il y a de l'autre côté beaucoup de gens qui manifestent en faveur de la démocratie et qui manifestent contre l'impeachment. »

Concernant le juge Moro, l'ambassadeur précisait : « Il n'y a rien de définitif. Ce week-end, la question de la procédure que le juge Moro a choisie a été posée (...). Je crois à la démocratie, en les élections (...). Mais il y a les institutions qui sont fortes. Il faut procéder à un examen critique (...).

Nous avons au Brésil une presse qui n'exprime qu'une position politique conditionnée et liée à l'opposition au gouvernement. Et c'est cela que reprennent les médias internationaux. La presse internationale ne reprend qu'un seul côté des informations.

Il y a beaucoup de disputes judiciaires. Est-ce une dispute légitime ? A la Cour constitutionnelle (le TSF), la bataille n'est pas seulement juridique. Elle est aussi politique (...).

Le Congrès, l'Assemblée, vont examiner la procédure d'impeachment, les 15 et 17 avril 2016. Ils n'ont pas la majorité (...) et s'il y avait la majorité pour l'impeachment, de la présidente Dilma, il y aurait une majorité pour l'impeachment, du vice-président. Il faut arrêter cela (...). »

La délégation, en remerciant M. l'Ambassadeur de l'avoir reçue, a insisté sur le fait qu'il est visible pour tous que la lutte contre les organisations ouvrières au Brésil a pour toile de fond les énormes enjeux économiques et sociaux constitués par les entreprises nationales, les gisements de pétrole présalifères, convoités par les multinationales, les banques et le gouvernement nord-américain.

La délégation a assuré M. l'Ambassadeur de sa détermination à poursuivre sa campagne pour la défense des organisations ouvrières et populaires au Brésil.

M. l'Ambassadeur a conclu : « Je peux me faire l'écho de votre démarche et transmettre cela auprès du gouvernement brésilien. » ●

MEXIQUE



Le 29 mars une délégation de syndicalistes et militants ouvriers a été reçue par monsieur Fabio Meira Dias, premier secrétaire de l'ambassade du Brésil à Mexico DF, qui a pris l'engagement de transmettre la motion de la délégation à son gouvernement.

Cette délégation était composée de **Laurentino VILLEGAS CABALLERO**, membre de l'instance de Coordination nationale de la section 22 du SNTE-CNTE ;

Humberto MARTINEZ BRIZUELA, membre de la section 60 du SNTE (Mouvement indépendant) ;

Augusto REYES MEDINA, membre de l'instance de Coordination nationale de la section 22 du SNTE-CNTE ;

Luis VASQUEZ VILLALOBOS, membre de la commission exécutive nationale de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT) et **Braulio SANCHEZ**, membre du comité exécutif du Syndicat indépendant des travailleurs des universités métropolitaines (le Situum). ●

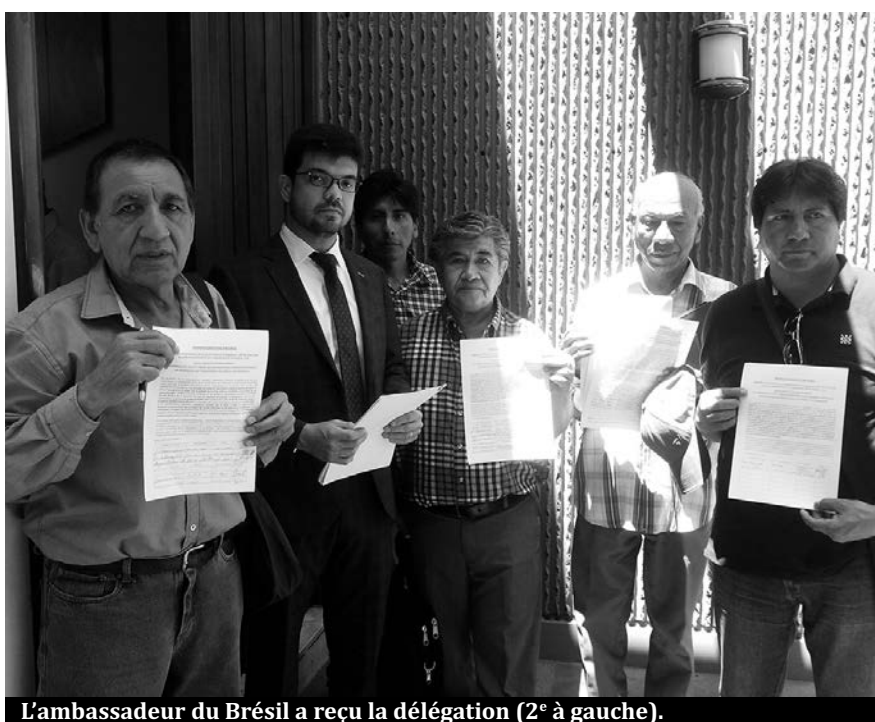
PÉROU

26 mars 2016

Message de l'Appel unitaire contre le coup d'Etat au Brésil en soutien à l'appel de la CUT et de l'EIT.

"Nous, dirigeants d'organisations syndicales, paysannes, populaires et politiques (...) refusons le coup d'Etat que les multinationales, le patronat et l'impérialisme sont en train de préparer au Brésil contre le gouvernement légitimement élu de Dilma Rousseff.

Nous soutenons et appelons à soutenir l'appel de la CUT du Brésil et l'appel de l'EIT. Ainsi, avec toute l'urgence que la situation exige et parce que nos camarades de la CUT le demandent nous organiserons une délégation pour remettre cet appel contresigné à l'ambassade du Brésil dans notre pays." ●



L'ambassadeur du Brésil a reçu la délégation (2° à gauche). ●

PORTUGAL

Motion adoptée à l'unanimité par les 22 membres présents de la direction de l'“inter-reformados da uniao dos Sindicatos de Lisboa (IR-USL)”

“La direction de l'IR-USL, réunie le 31 mars propose à la direction de l'USL ainsi qu'à la direction de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) d'appeler ses syndicats et leurs membres - ainsi que l'ensemble des démocrates - à se rassembler devant l'ambassade du Brésil à Lisbonne pour remettre cette motion. Et ainsi exprimer leur refus de la tentative de coup d'Etat en cours au Brésil.” ●



Devant l'ambassade du Brésil à Lisbonne.

VENEZUELA

EL TRABAJADOR 4
POR LA AUTONOMÍA POLÍTICA Y SINDICAL DE LOS TRABAJADORES
TRIBUNA LIBRE- INFORMACIÓN DE LOS TRABAJADORES

<http://colectivo-eltrabajador.blogspot.com/...Maracaibo número 4- marzo- 2016- Nueva Época->

EDITORIAL

..¡No al golpe de Estado! ¡En defensa del PT y de la CUT! ¡En defensa de los trabajadores y de sus derechos

Brasil: ¡Ahora es urgente parar el golpe de los jueces que está en curso!

Brasil la situación es de emergencia. Hay un golpe de estado en curso contra el gobierno legalmente elegido de Dilma Rousseff (PT). Con el pretexto de la lucha contra la corrupción y en la forma de una operación legal - policial, con gran cobertura de los medios de comunicación privados y articulados con las fuerzas de la derecha, Se tiene la intención de pisotear la democracia y los derechos individuales y colectivos del pueblo brasileño.

Una victoria imperialista en Brasil cambiaría dramáticamente el escenario regional y produciría un impacto negativo de gran envergadura al bloque BRICS afectando a sus dos enemigos estratégicos globales: China y Rusia. La victoria en Venezuela no solo le otorgaría el control del 20 % de las reservas petrolíferas del planeta

Le bulletin *EL Trabajador* mène campagne contre le coup d'état au Brésil, en réponse à l'appel de l'EIT, et souligne notamment qu'une « victoire impérialiste au Brésil changerait dramatiquement la situation dans la région (...). L'éventualité de cette victoire aurait un impact direct sur le Venezuela et un effet domino sur d'autres gouvernements de la région, tels que ceux de Bolivie, d'Equateur et du Nicaragua. »

Par ailleurs, les camarades indiquent également que le 23 mars, le Président de la République, Nicolas Maduro, avait estimé en conseil des ministres que « la campagne de l'empire (les Etats-Unis) pour reconquérir l'Amérique latine et les Caraïbes est pleinement dirigée par Obama (...) qui est en train de mettre en place un nouveau plan Condor contre les peuples qui ont décidé de choisir leur propre chemin ».

C'est donc dans ce cadre de résistance à l'offensive impérialiste sur tout le continent, qui vise déjà le président Maduro, que la campagne se déroule au Venezuela. ●

Campagne de signatures

reçues sur le mail de l'EIT

Allemagne

Gotthard KRUPP, Ver.di – Landesbezirksvorstand Berlin-Brandenburg, Afa – Landesvorstand Berlin, SPD – Kreisvorstand ; **Thomas SCHMIDT**, GEW – Berlin ; **Gerd FREITAG**, Ver.di, Personalrat der Hauptverwaltung der BVG, Berlin ; **Eberhard HENZE**, Ver.di, SPD-Afa ; **Winfried LÄTSCH**, Gewerkschaft NGG (industrie de nourriture, restaurants, hotels) Region Berlin-Brandenburg ; **Manfred BIRKHAHN**, Ver.di – ehem. Landesvorsitzender HBV Berlin ; **Peter POLKE**, GDL, Betriebsrat S-Bahn Berlin ; **Kerstin FÜRST**, EVG, Berlin ; **Carla BOULBOULLE**, GEW, ehem. Landtagsabgeordnete NRW ; **Klaus SCHÜLLER**, Afa-Bundeskongress-Delegierter, EVG Thüringen ; **Wolfgang MIX**, GEW Berlin, Landesdelegierter ; **Sven MEYER**, Ver.di – Landesbezirksvorstand Berlin-Brandenburg, Afa – Landesvorstand Berlin ; **Rainer DÖRING**, Ver.di – Berlin ; **Kathy ZIEMER**, Ver.di – Bezirksvorstand Präsidium, Berlin ; **Charlotte RUTZ-SPERLING**, Ver.di – Vertrauensfrau, Berlin ; **Gerhard FRANK**, Agenda 21-Akteur – Brandenburg ; **Monika WERNECKE**, Ver.di, Die Linke – Brandenburg ; **Herbert WERNECKE**, Ver.di – Brandenburg ; **Horst KÜHN**, Vorsitzender Afa – Kreis Neukölln Berlin ; **Lothar OTT**, GEW-Bez. – Vorstand Frankfurt, SPD OV – Vorstand ; **Gaby HAHN**, DGB – Kreisvorsitzende Chemnitz ; **Hannelore JERICHOV**, Ver.di – Bezirksvorstand Berlin, Volker PRASUHN, Ver.di – Fachbereichsvorstand 13, Berlin ; **Michael ALTMANN**, Ver.di – Bezirksfachbereichsvorstand 03, Afa – Landesvorstand Hessen-Süd ; **Axel ZUTZ**, IG BAU, Afa – Landesvorstand Berlin ; **Beate SIEWEKE**, Afa Landesvorstand N'RW, SPD – UB Vorstand Düsseldorf ; **Christophe HASENFORDER**, IGM BR-V, SPD – Siegburg ; **Natalie SCHELLENBERG**, IGM BR – Köln ; **Paul PATERNOGA**, ehem. IGM BR-V, SPD – Siegburg ; **Matthias CORNELY**, IGM BR-V, SPD – Montabaur ; **Ernst NEWELING**, GEW – Köln ; **Jochen BAUER**, Mitglied Leitungsteam GEW – Bochum ; **Henning FREY**, GEW, SPD – Köln ; **Eva GÜRSTER**, Mitglied Landesvorstand Fachbereich 3, Ver.di NRW, SPD – Köln ; **Ellen ENGSTFELD**, Ver.di PR, SPD – Köln ; **Kerstin BUNZ**, Ver.di PR, SPD – Köln ; **Julian GÜRSTER**, GEW – Köln ; **Georg MAKLER**, IGM VM – Köln ; **Horst DÖRPINGHAUS**, IGM – Köln ; **Dimitrios KONSTANTINIDIS**, GEW – Köln ; **Hildegard ACHILLES**, GEW – Köln ; **Werner SOHN**, GEW – Köln ; **Liane SCHMIDT-HOLLER**, Ver.di PR – Köln ; **Stefan HOFF**, Ver.di BR-Vorsitzender – Köln ; **Reinhard MIRBACH**, Ver.di Senioren FB Vorstand ; **Lutz HASSINGER**, Ver.di – Köln ; **Vera HOMBERGER-RACHID**, Ver.di Vertrauensfrau – Köln ; **Wolfgang HEIMES**, Ver.di PR – Köln.

Argentine

Fernando Esteban LOZADA, porte-parole de l'Association internationale de la Libre Pensée, président de la Coalition argentine pour un Etat laïque et président fondateur de l'Association civile des Athés de Mar del Plata ; **Marcelo LLOBET**, Avocat à Buenos Aires et militant laïque.

Belgique

Kamal DHIF, militant FGFB.

Canada

Daniel BARIL, vice-président du Mouvement laïque québécois.

Espagne

Espagne (38)

Daniel ARRANZ CUESTA, militant PSOE ; **Felipe ZORITA**, UGT-TCM (Euskadi) ; **Mikel GONZALEZ**, UPTA-UGT (Euskadi) ; **Koldo MENDEZ**, UPTA-UGT, Secrétaire général (Euskadi) ; **Maria-Jesus FERNANDEZ ASEÑO**, FSP-UGT (Euskadi) ; **Sebastian LAGUNA**, CATP Leioa (Euskadi) ; **Diego ALONSO ANDRES**, délégué syndical UGT ; **Tarsicio FERNANDEZ BERNALDO**, délégué syndical CCOO ; **Angel SANCHEZ LOPEZ**, délégué syndical UGT ; **Felix SAINZ RUIZ**, délégué syndical (Euskadi) ; **Jose Antonio NOVOA**, syndicaliste FES UGT (Alava) ; **Alberto ELOSUA ALVARADO**, secrétaire général FES UGT (Euskadi) ; **Raulo ARZA**, secrétaire général UGT (Euskadi) ; **Enrique DE LUIS**, syndicaliste SMC UGT (Euskadi) ; **Yolanda HERRERO**, syndicaliste UGT ; **Ana Isabel GOÑI MAULEUN**, syndicaliste FITAG UGT ; **Ruben MARTIN**, délégué syndical FITAG UGT ; **Salvador DUARTE**, commission exécutive confédérale UGT ; **Joseba IZAGA URRUTIA**, délégué de LAB à l'administration régionale (Autonomia) ; **Joseba ESTRADA ARUCOA**, avocat (Euskadi) ; **Ramon URIBA GUARROTXENA**, habitant de Leioa (Bizkaia) ; **Francisco**

Javier ARENAZA GANA, habitant de Leioa (Bizkaia) ; **Juantsu BARRIOS ROJO**, secrétaire à l'organisation FITAG UGT ; **Joseba MENDEZ**, UGT transport (Euskadi) ; **Marian FRANE ROCHE**, UGT (Euskadi) ; **Monserat MARTINEZ DIAZ DE CERIO**, UGT (Euskadi) ; **Sergio PEREZ ORELLANA**, UGT (Euskadi) ; **Arantza AGOTE ZABALLA**, FSP UGT (Euskadi) ; **Pilar FERNANDEZ**, SMC UGT (Euskadi) ; **Ana Maria VAZQUEZ VAZQUEZ**, UGT (Euskadi) ; **Nicolas CANTERO FERNANDEZ**, délégué CGT CESPA (chemin de fer) ; **Iñaki MERINO MONTES**, UGT (Euskadi) ; **Antonio RIOS LOPEZ**, UGT métallurgie (Euskadi) ; **Joseba ANDER MUÑOZ CARRASCO**, secrétaire général FETE UGT (Euskadi) ; **Ana PEREZ SAN JOSÉ**, action syndicale FSP UGT (Euskadi) ; **Fernanda GUTIERREZ**, FES UGT (Bilbao) ; **Augustin DE DIEGO** ; **Juan Antonio SALBIDEGOITIR AZANE**.

Etats-Unis

Dr Suzanne ROSS, porte-parole d'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal.

France

Plus de 650 signatures de syndicalistes et de militants ouvriers.

Grande-Bretagne

Michael LOUGHLIN, professeur de philosophie (université de Manchester) ; **Ian HODSON**, président du BFAWU (syndicat de l'alimentation).

La réunion

Jean-Paul PAQUIRY, secrétaire de la Fédération FO de l'enseignement.

Mexique

Commission exécutive de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT).

Pérou

Nazario ARELLANO CHOQUE, secrétaire à la défense de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP).

- De la Fédération nationale des travailleurs des mines, de la métallurgie et de la sidérurgie (FNTMMSP) : **Oscar Ricardo JUAREZ VISA**, secrétaire général ; **Marcos SARCA TACO**, secrétaire à l'organisation ; **Luis GUZMAN SANCHEZ**, secrétaires des mineurs artisans ; **Orlando CHACA MONAGO**, secrétaire à l'environnement ; **Carlos Naupa A.**, secrétaire à la sécurité ;

- De la Fédération des travailleurs Lumière et Force du Pérou : **Luis ORIHUELA GALINDO**, secrétaire général ; **Eduardo ASMEQUITA O.**, secrétaire à l'organisation ;

- De la Fédération nationale des travailleurs de l'entreprise nationale des ports (FENTENAPU) : **Leopoldo ORTIZ CENTTY**, secrétaire général ; **Sergio FACHO ALTUNA**, secrétaire à l'organisation ; **Felix NOLASCO LANDA**, secrétaire à la défense ; **Rosario Marina GALLARDO VIDARTE**, secrétaire aux droits des femmes.

- Du Syndicat unitaire des travailleurs de l'éducation du Pérou (SUTEPE) : **Alfredo VELASQUEZ ACOSTA**, secrétaire général ; **Fidel QUISPE**, secrétaire à l'organisation.

- De la Fédération nationale des travailleurs de l'eau potable du Pérou (FENTAP) : **Marco CASTAÑEDA SERRANO**, secrétaire national à la défense ; **Julio NUÑEZ QUISPE**, secrétaire à l'organisation ; **Maria del Pilar CABRERA ZELADA**, secrétaire à la sécurité industrielle ; **Armando RODRIGUEZ**, secrétaire à la culture.

- De la Fédération nationale des professeurs universitaires du Pérou ; **Florencio CONTRERAS CUBA**, vice-président de la Fédération nationale des travailleurs des universités du Pérou (FENTUP) ; **Odilardo ROJAS GONZALEZ**, secrétaire à l'organisation du Syndicat des professeurs d'éducation supérieure du Pérou (SIDESP).

- A la Fédération du Centre Union des travailleurs d'ESSALUD – FED CUT : **Julio FLOTES SALAZAR**, secrétaire à la presse ; **Jorge MATOS HUARCAYA**, secrétaire à la formation ; **Carlos VARGAS CASTILLO**, secrétaire à l'aide sociale ; **Maria Elena SAAVEDRA ORDINOLA**, secrétaire nationale aux droits des femmes ;

Carmen DELGADO, secrétaire aux droits des femmes de la Fédération

nationale des travailleurs du pouvoir judiciaire (FNTPI) ; Luis **DE LA CRUZ S.**, secrétaire à la presse et à la propagande de la Fédération des travailleurs de l'industrie métallurgique du Pérou (FETIMPA) ; Daniel **VAZQUEZ**, conseiller à la Fédération nationale des travailleurs sucriers du Pérou (FTAP) ; Eleuterio **ISLA V.**, président de la fédération nationale des retraités du secteur de la santé.

- Du Syndicat unique des travailleurs de la banque nationale (SUTBAN) : Jorge **PEÑA MOQUILLAZA**, secrétaire général ; Nordi **MANCISIDOR PAREDES**, secrétaire à l'organisation.

- Du Syndicat des travailleurs de l'usine sidérurgique de Chimbote (SIDERPERU) : José **VARAS MARTINEZ**, secrétaire général ; Andres **J. GUZMAN**, secrétaire à la défense ; Gustavo **W. CARRANZA MALAVER**, secrétaire à l'organisation ; José **CHAMACHE MORENO**, secrétaire à l'assistance sociale ; Miguel Angel **HUAMAN CORDOVA**, secrétaire aux procès verbaux ; Nestor **MARTINEZ FALLA**, secrétaire à la discipline ; Luis **PORTAL RIOS**, secrétaire à l'économie ; Carlos **ZUÑIGA AGUILAR**, secrétaire aux statistiques ; Daniel **SANCHEZ CRIBILLERO**, secrétaire à la sécurité et l'hygiène industrielles ; Nelson **MEDINA S.**, secrétaire au logement et coopérative ; Cesar **CAMPOMANES DIAZ**, secrétaire aux sports ; Lucio **GUTIERREZ ROJAS**, délégué auprès du Front des entreprises publiques.

- Du Syndicat des travailleurs de la société Electrolima et des entreprises concessionnaires d'électricité et de maintenance (SUTEECEA) : José **L. RODRIGUEZ**, sous-secrétaire à la défense ; Luis **GARCIA V.**, secrétaire à l'organisation ; David **DEL CASTILLO GUTIERREZ**, secrétaire à la presse et propagande ; Javier **CAMPANA SALGUERO**, secrétaire à l'économie.

- Du Syndicat des travailleurs de l'entreprise de l'eau potable de Lima (SUTESAL) : Jorge **RODRIGUEZ V.**, secrétaire à l'organisation ; Eduardo **CHAVEZ Y.**, secrétaire aux relations extérieures ; Raul **MILLA NEYRA**, secrétaire à la presse du Syndicat unique des travailleurs postaux de Lima (SUTRAPOS).

- De la Confédération générale des travailleurs du Pérou de Lambayeque : Erwin **SALAZAR VASQUEZ**, secrétaire à l'organisation ; Arturo **REAÑO TAPIA**, secrétaire aux procès verbaux.

Jorge **CALDERON BACON**, secrétaire à la défense du Syndicat des professeurs de l'université Pedro Ruiz Gallo (SUDURG) ; Guido **L. IZAGA P.**, secrétaire à la défense du Syndicat national des travailleurs de la banque nationale (SINATBAN) ; Rogger **TEJADA PACHERREZ**, sous-secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'entreprise prestataire de services à l'assainissement de Lambayeque (SUTSELAM) ; Segundo **PERALTA GARCIA**, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'entreprise sucrière de Cayalti.

- Du Syndicat des travailleurs municipaux de Lambayeque : Jorge **MAQUEN CAICEDO**, secrétaire général ; José Elmer **QUIROZ ZAPATA**, secrétaire à la défense.

José Eduardo **REAÑO TAPIA**, secrétaire aux professeurs contractuels du Syndicat des travailleurs de l'éducation de la région de Lambayeque (SUTERLAM) ; Carlos **ALDANA CLAVIJO**, président de la Fédération provinciale des peuples jeunes de la province de Chiclayo ; José Elias **ZEÑA DEL VALLE**, secrétaire exécutif de l'Association civile du Pérou (SIPAN).

Portugal

Antonio CHORA, coordinateur de la commission des travailleurs (comité d'entreprise) de AutoEuropa ; **Joaquim PAGARETE**, Membre de la direction de l'USL-CGTP et ex-président de la direction du SPGL, **Carmelinda PEREIRA**, députée de l'Assemblée constituante, dirigeante du POUS ; **Isabel PIRES**, membre de la direction du SPGL ; **Silvia TIMOTEO**, membre de la direction du SPGL ; **Manuel Carlos SILVA**, responsable du Syndicat des professeurs du Nord (FEN PROF-CGTP) ; **Alexandre CAFÉ**, membre de la commission des travailleurs de LogoPlaste (Santa Iria) à titre personnel ; **Maria JOÃO GOMES**, conseillère municipale, mairie de Marinha Grande ; **Rosalina RODRIGUES**, membre du STIV (Marinha Grande) ; **Fernando QUADROS**, Bloc de gauche (Bloco de Esquerda - BE) (Marinha Grande), **Licínio de SOUSA**, Bloc de gauche (Bloco de Esquerda - BE) (Marinha Grande) ;

Aires RODRIGUES, Député de l'Assemblée constituante, dirigeant du POUS ; **Francisco SOARES**, président de l'Assemblée de l'intercommunalité de Marinha Grande (PS) ; **Elvira FERREIRA**, députée à l'Assemblée municipale de la mairie de Marinha Grande ; **Helder GONÇALVES**, membre citoyen du conseil municipal d'Oeiras ; **Filomena CAEIRO**, membre citoyen du conseil municipal d'Oeiras ; **Julieta SERPA**, membre citoyen du conseil municipal d'Oeiras ; **Susana NEVES**, membre citoyen du conseil municipal d'Oeiras ; **Nuno ARAUJO**, membre citoyen du conseil municipal d'Oeiras ; **Silvia VIEGAS**, membre de la commission des travailleurs de GroudForce ; **José Manuel COELHO**, membre du syndicat de la métallurgie (Marinha Grande).

Suisse

Ariane **BAILAT**, syndicat des services publics SSP-UPAD ; Carmelo **SCUDERIE**, président de section SEV-UPT-TL ; Salima **MOYARD**, présidente de la FAMCO.

CANTON de GENEVE :

Claude REYMOND, secrétaire syndical de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) ; **Margarita CASTRO**, secrétaire syndicale du Syndicat des services publics (SSP) région Genève ; **Sabine FURRER**, secrétaire syndicale du Syndicat des services publics (SSP) région Genève ; **Jean-Louis CARLO**, co-président SSP région Genève ; **Amélia BOSSARD**, co-présidente SSP région Genève ; **Liliane MARCHAND**, laborante, comité directeur SSP-GE ; **Albert ANOR**, enseignant, comité directeur SSP-GE ; **Déborah BOUYOL**, infirmière, comité de région SSP-GE ; **Thierry DUPUY**, infirmier psychiatrie, comité de région SSP-GE ; **Bernard DUCHESNE**, retraité, comité de région SSP-GE ; **Claude WITSCHARD**, retraité, comité de région SSP-GE ; **Loretta VASTA**, enseignante, membre assemblée fédérative des délégués SSP-GE ; **Manuela BAUD**, conseillère sociale, comité de région SSP-GE ; **Anne MICHEL**, enseignante, comité de région SSP-GE ; Vincent **LEGGIERO**, Syndicat des transports publics Genève (SEV-TPG) ; **Claudio BARRIERA**, vente, syndicaliste Unia ; **Hervé GEISER**, secrétaire syndical au Syndicat interprofessionnel des travailleurs, Genève ; **Jamshid POURAMPIR**, secrétaire syndical, SSP-Ge ; **Jean-François CASAREALE**, infirmier SSP-Ge ; **Jaïr VALERIO JUNIOR**, syndiqué UNIA ; **Claudine PIDOUX**, retraitée SSP Ge ; **Georges MEYLAN**, retraité SSP Ge ; **Daniel PIDOUX**, retraité SSP Ge ; **Chantal WOODTLI**, journaliste, membre de la commission internationale CGAS ; **Alexis PATION**, syndicaliste Syndicom, membre de la commission internationale CGAS ; **Marc SIMETH**, enseignant, Président du Cartel intersyndical du personnel de l'Etat ; **Bilal RAMADAN**, enseignant, Union du corps enseignant secondaire genevois ; **Virginie PASINI**, enseignante, Fédération des associations des maîtres du cycle d'orientation ; **Marzia FIASTRI**, enseignante, Union du corps enseignant secondaire genevois ; **Alain DE MELLAC**, enseignant, Association genevoise des enseignants des écoles professionnelles ; **Magali PITTET**, Jeunesse socialiste Ge ; **Caroline MERHMANN**, secrétaire, SSP-Ge.

CANTON de VAUD : **Aline ROBERT**, syndicaliste SSP ; **Max ROBERT**, syndicaliste SSP et membre du PS ; **Sylvianne HERRANZ**, journaliste ; **Pierrette ISELI**, PS ; **Sisto ZOLLER**, Rifondazione comunista, UNIA, président du Groupe d'Intérêts Migrants VD ; **Abdou LANDRY**, syndicaliste, Suisse ; **Bruno RYF**, syndicaliste SEV ; **Gilbert D'ALESSANDRO**, syndicaliste transports ; **Cora ANTONIOLI**, enseignante, syndicaliste SSP ; **Daniel MUHLEMATTER**, retraité ; **Marco CASAGRANDE**, Syndicaliste, Poste ; **Marianne GAY**, syndicaliste UNIA ; **Jean-Claude COCHARD**, vice président de l'Union syndicale vaudoise ; **Rachid EL-KHATABI**, syndicaliste UNIA.

Togo

Viéfé Dotsè ALEKE (alias Jude-prudence), membre fondateur du PADET ; **Adjo KOUMEFIONOU (alias Antoinette)**, membre fondatrice du PADET.



“Etudiants contre le coup d’Etat !”
Cortège à São Paulo, le 31 mars,
de Juventude Revolução.

<http://juventuderevolucao.org>



La coordination internationale de l’Entente est animée conjointement par :

PARTI OUVRIER INDÉPENDANT (POI)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris – FRANCE

PARTI DES TRAVAILLEURS (PT)
2, rue Belkheir Belkacemi, Hassan badi EX Belfort, El Harrach – ALGERIE

POUR TOUT CONTACT :
ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES (EIT)
eit.ilc@fr.oleane.com